Maire de Blanquefort : "la décision de Ford est incompréhensible"

08h32, le 15 décembre 2018 , modifié à 08h42, le 15 décembre 2018

La maire de Blanquefort, où se trouve une usine Ford proche de la fermeture, a vivement condamné l'attitude du constructeur automobile. © GEORGES GOBET / AFP

Véronique Ferreira, maire de Blanquefort, la commune de l'agglomération bordelaise qui accueille une usine Ford qui devrait être fermée, a exprimé toute sa colère à cette idée, samedi sur Europe 1.

INTERVIEW

Ce sont 850 salariés qui risquent fort de se retrouver au chômage. Jeudi, l'usine Ford de Blanquefort, en Gironde, a annoncé avoir écarté l'offre de reprise faite par Punch Powerglide, pourtant appuyée par le gouvernement français. À la place, la direction du constructeur automobile a "présenté un plan social complet" pour un arrêt de la production du site fin août 2019.

"Les salariés ont fait des sacrifices". "Leur décision est incompréhensible", a vivement réagi Véronique Ferreira, maire de Blanquefort, dans la matinale d'Europe 1 samedi. "Sur ce dossier, cela fait des années que toutes les personnes concernées soutiennent le maintien de cette usine Ford. L'attitude de la direction de Ford entraîne une certaine unanimité contre elle."

L'édile a souligné le travail commun effectué par le repreneur, les salariés et les pouvoirs publics. "On avait travaillé tous ensemble pour qu'il y ait les meilleures conditions de reprise possibles. Punch a travaillé son business plan, l'a retravaillé à plusieurs reprises, fait des avancées. Les salariés ont fait des sacrifices lors de la signature d'un accord de principe. Et les pouvoirs publics ont participé à un certain nombre de négociations ou de médiations."

Le "faux argument" de la direction de Ford. Cet accord de principe prévoyait que les salariés actent "trois ans de gel de salaire, la perte de trois jours de RTT au moment de la reprise de la production et un accord de modulation pendant trois ans", a rappelé Véronique Ferreira. "De leur côté, Punch avait mis dans l'accord qu'il n'y aurait pas de licenciement économique dans les cinq ans et pas de reversement aux actionnaires" sur la même période.

L'argument brandi par Ford pour justifier sa décision de refuser l'offre de reprise est "faux", selon la maire. "Ils disent qu'il vaut mieux appliquer un PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) tout de suite plutôt que de faire la reprise parce que c'est plus sécurisant pour les salariés. Car ils ne sont pas certains que, peut-être, dans deux ou trois ans il n'y aura pas de chômage."

Emmanuel Macron lui-même a réagi vendredi à l'annonce de Ford et jugé l'attitude de l'entreprise "inacceptable". "Je ne crois pas au cynisme", a-t-il déclaré. "Le geste fait par l'entreprise est hostile."